



## COMMUNE DE VILLENEUVE LOUBET

Département des Alpes-Maritimes  
Arrondissement de Grasse

### ARRÊTÉ MUNICIPAL

Le 08 novembre 2022	Service : DSDG Réf. : LL/MP/CL
N° d'enregistrement AM_AG_2022_144	Arrêté municipal portant délégation et subdélégation de signature à Monsieur Mathias PINET, Directeur Général des Services

Certifié exécutoire compte tenu de :			Pour le Maire, par délégation,  Caroline LOPEZ Directrice des Services de la Direction Générale
La publication sur le site Internet de la ville le	La réception par le représentant de l'Etat le	La notification le	
10 NOV 2022	09 NOV 2022	10 NOV 2022	

Le Maire de la Commune de VILLENEUVE LOUBET

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L2122-18, L.2122-19, L2122-30, R2122-8 à R 2122-10,

**VU** le Code Général de la Fonction Publique,

**VU** la délibération du Conseil Municipal n°2022/094 en date du 22 septembre 2022 portant délégations du Conseil Municipal au Maire,

**VU** l'arrêté municipal n°21-136 du 17 septembre 2021 portant délégation de fonctions et de signature à Madame Marie BENASSAYAG, 1<sup>er</sup> Adjoint au Maire,

**CONSIDERANT** que Monsieur Mathias PINET occupe les fonctions de Directeur Général des Services de la commune de Villeneuve-Loubet,

**CONSIDERANT** que pour permettre une bonne administration de l'activité communale, il convient d'accorder une délégation de signature à Monsieur Mathias PINET, Directeur Général des Services de la commune de Villeneuve-Loubet,

### ARRÊTE

#### ARTICLE 1<sup>er</sup>

L'arrêté n° 2021-074 du 03 mai 2021 est rapporté.

#### ARTICLE 2 : champs de délégation

Monsieur Lionel LUCA, Maire de Villeneuve-Loubet donne sous sa surveillance et sa responsabilité, **délégation de signature** à Monsieur Mathias PINET, en sa qualité de Directeur Général des Services de la commune de Villeneuve-Loubet, pour signer :

- Les correspondances et attestations administratives courantes,
- Les expéditions du registre des délibérations, des arrêtés municipaux et des décisions municipales,
- Attester la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet (délibérations, arrêtés municipaux et décisions municipales),
- Les ordres de mission

### **ARTICLE 3 : Subdélégation**

Subdélégation de fonction et de signature est donnée à Monsieur Mathias PINET dans le domaine des Finances.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie BENASSAYAG, 1<sup>ère</sup> Adjoint au Maire ayant reçu délégation de fonction et de signature pour les Finances, Monsieur Mathias PINET est autorisé à signer toutes correspondances et actes administratifs entrant dans le champ de sa subdélégation, à savoir :

- Tout acte ou décision portant création, modification ou suppression des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux.
- Les demandes à tout organisme financeur (en particulier l'Union Européenne, l'Etat, les établissements publics de coopération intercommunale ou d'autres collectivités territoriales) pour l'attribution de tout type de subventions auxquelles la Commune pourrait prétendre, quel que soit son montant et le montant des travaux ou du projet.
- Exécution budgétaire : tout acte relatif à l'exécution budgétaire lié aux délégations attribuées

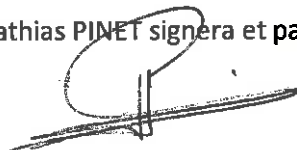
### **ARTICLE 4 : durée de la délégation et de la subdélégation**

La délégation et la subdélégation de fonctions, de signature et de représentation consenties par le présent arrêté sont valables pour la durée du mandat.

### **ARTICLE 5 : signature**

Monsieur Mathias PINET signera et paraphera comme suit :

Signature,



5.1 : délégation

Paraphe,



La signature de Monsieur Mathias PINET devra être précédée de la formule suivante « par délégation du Maire ».

5.2 subdélégation

La signature de Monsieur Mathias PINET devra être précédée de la formule suivante « Pour l'Adjoint aux Finances absente ou empêchée, par délégation du Maire ».

### **ARTICLE 6 : exécution**

Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté

### **ARTICLE 7 : caractère exécutoire**

Le présent arrêté est exécutoire une fois signé et une fois les formalités énoncées à l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales accomplies.

Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public sur le site Internet de la Commune [www.villeneuveveloubet.fr](http://www.villeneuveveloubet.fr).

### **ARTICLE 8 : délais et voies de recours**

Conformément à l'article R.421.1 du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nice, sis 18, avenue des Fleurs / 06000 Nice (Tél. : 04 89 97 86 00 / Courriel : [greffe.ta-nice@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nice@juradm.fr)), dans un délai de deux (02) mois à compter de la

date de sa publication. Un recours administratif est également possible auprès de l'autorité du présent arrêté dans le délai de deux (02) mois à compter de sa publication.

Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois (02) suivant la notification de la décision de rejet express du recours administratif ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de deux mois dont disposait l'autorité signataire, en cas de rejet implicite dudit recours. Toute saisine du Tribunal Administratif de NICE peut s'opérer soit par voie postale (aux coordonnées mentionnées ci-avant), soit par voie électronique à partir de l'application internet « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : <http://www.telerecours.fr/>

**ARTICLE 9 : ampliation**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- L'intéressé
- Au représentant de l'Etat dans le département
- Au responsable du Service de Gestion Comptable de Cagnes sur Mer

FAIT A VILLENEUVE LOUBET le 08 novembre 2022



**Lionnel LUCA**

Maire de Villeneuve Loubet

Vice-Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis






## COMMUNE DE VILLENEUVE LOUBET

Département des Alpes-Maritimes

Arrondissement de Grasse

### ARRÊTÉ MUNICIPAL

Le 09 novembre 2022	Service : Sécurité Générale Réf : MP/ST/VM
N° d'enregistrement AM_AG_2022_145	Arrêté municipal portant autorisation d'ouverture d'un débit de boissons temporaire <b>Soirée cours de danse, représentation et soirée dansante le 12 novembre 2022 de 20h00 à 00h30</b>

Certifié exécutoire compte tenu de :			Pour le Maire, par délégation
La publication sur le site Internet de la ville le	La réception par le représentant de l'Etat le	La notification le	 Caroline LOPEZ Directrice des Services de la Direction Générale
10 NOV 2022			

Le Maire de la Commune de VILLENEUVE LOUBET, Département des Alpes-Maritimes,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2122-1, L.2122-2 et L.2122-18,

**VU** le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.3321-1, L.3334-1 et L.3334-2,

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 4 février 2002 relatif à la prévention des nuisances sonores et de la lutte contre les bruits de voisinage,

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 30 janvier 2015 portant règlement général de police des débits de boissons dans le département des Alpes-Maritimes.

**VU** l'ordonnance n° 2015-1682 du 17 décembre 2015 portant simplification de certains régimes d'autorisation préalable et de déclaration des entreprises et des professionnels,

**VU** l'arrêté municipal PM n° 2022-253 en date du 9 mai relatif à la lutte contre les bruits de voisinage,

**VU** l'arrêté municipal ADM-GEN n° 22- 115 en date du 16 août 2022 portant délégation de fonctions et de signature du Maire à Monsieur Marcel PIACENTINO, Conseiller Municipal délégué à l'urbanisme/foncier, aux ERP, aux entreprises, aux commerces et à l'artisanat,

**CONSIDÉRANT** la demande présentée par Madame NOTO Audrey, représentant l'association Krystal Show, sise 866 RD6007 – Marina Airport, 06270 Villeneuve Loubet

**CONSIDÉRANT** qu'il appartient à l'Autorité municipale de donner les autorisations à des associations qui établissent des cafés ou débits de boissons pour la durée des manifestations publiques (la notion de fête publique est étendue à toute manifestation organisée par une association dès lors que le public y participe) qu'elles organisent, dans la limite de cinq par an pour chaque association,

**SUR** proposition du Directeur Général des Services,

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> OBJET ET DUREE**

Madame NOTO Audrey est autorisée à ouvrir un débit de boisson temporaire, à Krystal Show à l'occasion de la manifestation « Soirée cours de danse, représentation et soirée dansante » le 12 novembre 2022 de 20h00 à 00h30.

### **ARTICLE 2 HORAIRES**

Le débit de boissons sera soumis aux horaires fixés par l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2015, 0h30 étant la limite.

### **ARTICLE 3 LIMITATIONS**

Conformément à la loi, les boissons offertes ou mises en vente sont limitées à celles comprises dans les groupes 1 à 3, tels que les définit l'article L.3321-1 du code de la santé publique, soit :

- **Les boissons sans alcool**, à savoir les eaux minérales ou gazéifiées, les jus de fruits ou de légumes non fermentés ou ne comportant pas, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré, les limonades, les sirops, les infusions, le lait, le café, le thé, le chocolat ;
- **Les boissons fermentées non distillées**, à savoir le vin, la bière, le cidre, le poiré, l'hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels bénéficiant du régime fiscal des vins, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou de légumes fermentés comportant de 1,2 à 3 degrés d'alcool, vin de liqueurs, apéritif à base de vin, liqueur de fruits comprenant moins de 18° d'alcool.

En outre, l'organisateur devra respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral en date du 4 février 2002 relatif à la prévention des nuisances sonores et de lutte contre les bruits de voisinage.

### **ARTICLE 4 CARACTERE EXECUTOIRE**

Le présent arrêté est exécutoire une fois signé et une fois les formalités énoncées à l'article L.2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales accomplies.

Le présent arrêté sera porté à la connaissance du public sur le site Internet de la Commune [www.villeneuveloubet.fr](http://www.villeneuveloubet.fr).

### **ARTICLE 5 EXECUTION**

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur de la Police Municipale de Villeneuve Loubet, Madame le Commandant de la brigade de Gendarmerie de Villeneuve Loubet, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

### **ARTICLE 6 DELAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément à l'article R.421.1 du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nice, sis 18, avenue des Fleurs / 06000 Nice (Tél. : 04 89 97 86 00 / Courriel : [greffe.ta-nice@juradm.fr](mailto:greffe.ta-nice@juradm.fr)), dans un délai de deux (02) mois à compter de la date de sa publication. Un recours administratif est également possible auprès de l'autorité du présent arrêté dans le délai de deux (02) mois à compter de sa publication.

Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois (02) suivant la notification de la décision de rejet express du recours administratif ou à compter de la date d'expiration du délai de réponse de deux mois dont disposait l'autorité signataire, en cas de rejet implicite dudit recours. Toute saisine du Tribunal Administratif de NICE peut s'opérer soit par voie postale (aux coordonnées mentionnées ci-avant), soit par voie électronique à partir de l'application internet « Télérecours citoyens » accessible par le site de téléprocédures : <http://www.telerecours.fr/>

### **ARTICLE 7 : AMPLIATION**

Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Madame le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Villeneuve Loubet
- Monsieur le Directeur de Police Municipale de Villeneuve Loubet.

FAIT A VILLENEUVE LOUBET LE 9 novembre 2022

**Marcel PIACENTINO**



Délégué à l'Urbanisme/ Foncier

Aux Etablissements Recevant du Public, aux Entreprises, aux Commerces et à l'Artisanat

